

est de 1,820 millions. La région du Sud et du Sud-Est asiatiques a bénéficié en outre de l'assistance de pays qui ne sont pas membres du Plan de Colombo, ainsi que de l'aide fournie par l'ONU et ses institutions spécialisées, et notamment par la Banque mondiale et l'Association internationale de développement. Bien que certains pays eussent modifié dans un sens plus favorable la nature et les modalités de leur assistance et que les techniques de l'aide extérieure se fussent améliorées, de nombreux domaines pouvaient, de l'avis du Comité, faire l'objet de nouvelles améliorations. Vu les besoins des nouvelles industries en matières premières et en pièces de rechange, il convenait de porter une attention soutenue au rôle important de l'assistance qui est accordée à des fins autres que la réalisation de projets déterminés. Constatant que beaucoup de pays voyaient s'accroître le fardeau de leur dette étrangère, le Comité a formulé l'espoir que des mesures puissent être prises afin d'assouplir les modalités de l'aide octroyée.

Bien que certains progrès économiques et sociaux eussent été réalisés dans les pays du Sud et du Sud-Est asiatiques, il restait un vaste champ d'action dans ce domaine. Les éléments décisifs qui permettraient aux pays de la région de tirer le maximum de profit de leurs ressources seraient la stabilité de leurs finances intérieures, la mise en œuvre de politiques convenables en matière de prix, d'investissements et de commerce, ainsi qu'une administration efficace.

Commerce et tourisme

Bien que la plupart des pays fussent conscients du besoin d'augmenter les recettes provenant de leurs exportations, il avait été difficile dans bien des cas de prendre des mesures efficaces. Les pays en voie de développement ont besoin en effet des débouchés les plus vastes possibles pour leur commerce; ils doivent également, s'ils veulent accroître les recettes de leurs exportations, appliquer des politiques internes appropriées. Les obstacles au commerce que représentent les entraves artificielles imposées par les pays importateurs sous forme de tarifs douaniers excessifs, de contingentements et de taxes intérieures élevées limitent effectivement les chances de développement économique des pays en cours d'évolution. Le Comité a reconnu que les pays évolués avaient un rôle à jouer pour l'abaissement de ces barrières. Il a suggéré que les pays en voie de développement étudient eux-mêmes les moyens d'intensifier leurs relations commerciales avec les pays voisins, dans le cadre de l'effort général en vue de l'expansion du commerce et de l'accroissement des recettes des exportations. Comme le montrait clairement l'expérience de certains pays européens, l'accroissement du tourisme était un des moyens les plus efficaces d'accroître les avoirs en devises étrangères d'un pays. Le Comité a suggéré que les pays de la région du Plan de Colombo fassent preuve de dynamisme en ce qui concerne le développement de leurs industries touristiques.

La notion d'assistance technique dans le cadre du Plan de Colombo a reçu un accueil des plus favorables. Les pays qui atteignent un niveau plus élevé de développement doivent obtenir une aide technique d'un caractère différent et plus complexe; de l'avis du Comité, il convenait donc d'administrer avec une certaine